

CAMERA DEI DEPUTATI Doc. **XII-bis** N. 71

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

II parte della 44^a Sessione Ordinaria
(Parigi, 30 novembre - 3 dicembre 1998)

Raccomandazione n. 632
Le nuove prospettive per la cooperazione transatlantica
in materia di sicurezza e di difesa

Annunziata il 15 giugno 1999

L'ASSEMBLÉE,

(i) Rappelant que les défis auxquels les Européens et les Nord-Américains sont confrontés les uns comme les autres leur commandent de réévaluer les risques et menaces susceptibles d'influer sur la sécurité transatlantique à court, moyen et long terme et de préparer des ripostes appropriées à ces défis;

(ii) Soulignant qu'il importe au plus haut point, pour la sécurité de l'Europe, que les deux parties du partenariat atlantique se mettent d'accord sur une nouvelle

vision commune de leur partenariat en matière de sécurité afin de pouvoir s'entendre sur une évaluation conjointe des risques et sur des concepts sécuritaires communs fondés sur un partage approprié des responsabilités;

(iii) Soulignant l'importance du sommet que tiendra l'Alliance atlantique à Washington en avril 1999 et de son utilisation par les alliés européens pour présenter et faire admettre une vision européenne commune de la définition de la future mission politique de l'Alliance, d'une part, et du futur concept stratégique de l'OTAN, d'autre part, lesquels devront l'un et l'autre abou-

tir à un partenariat plus équilibré entre les alliés européens et nord-américains sans mettre en question l'engagement pris par tous les alliés de respecter leurs obligations envers la défense de l'Europe;

(iv) Soulignant aussi la nécessité d'utiliser à la fois le sommet qui réunira l'année prochaine l'Union européenne et les Etats-Unis et celui de l'OSCE pour donner aux relations transatlantiques une perspective et une dimension nouvelles dans le cadre de la construction d'un système de sécurité paneuropéen;

(v) Notant que les Etats-Unis et leurs alliés européens continuent d'avoir des divergences de vues, de même que ces derniers entre eux, sur l'objectif et la portée de l'élaboration d'une identité européenne de sécurité et de défense (IESD) au sein de l'Alliance, dont l'UEO doit constituer un élément essentiel, ainsi que sur les conséquences de la PESC pour le caractère futur des relations transatlantiques;

(vi) Rappelant qu'il sera toujours difficile pour l'Europe d'être un partenaire du leadership transatlantique tant qu'elle ne pourra pas parler d'une seule voix à ses alliés nord-américains;

(vii) Souhaitant vivement que les difficultés dues à la réticence des Etats-Unis à approuver un accord-cadre entre l'OTAN et l'UEO pour le transfert, le suivi et la restitution des moyens et capacités de l'OTAN dans les cas où des opérations de gestion de crise doivent être menées sous le contrôle politique et la direction stratégique de l'UEO, soient résolues d'ici le sommet de l'OTAN, en avril 1999;

(viii) Soulignant qu'aux termes du Traité d'Amsterdam, l'UEO, y compris son Assemblée, fait partie intégrante du développement de l'Union européenne et, qu'à ce titre, elle doit être associée à la mise en œuvre du nouvel ordre du jour transatlantique et du plan d'action conjoint UE/ Etats-Unis pour toutes les questions de son ressort;

(ix) Se félicitant de toutes les propositions prévoyant l'établissement d'une véritable coopération euro-américaine dans le domaine politique, basée sur une liste précise de sujets présentant un intérêt de part et d'autre de l'Atlantique qu'Européens et Américains doivent examiner;

(x) Déplorant que les Etats-Unis, la Turquie, la Chine et la Russie n'aient pas signé la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel, approuvée à Ottawa le 3 décembre 1997;

(xi) Déplorant aussi que de fortes divergences politiques opposant le Congrès et l'administration des Etats-Unis aient jusqu'ici empêché ce pays de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT) - événement qui pourrait avoir de fâcheuses répercussions sur l'attitude future de l'Inde, du Pakistan et de la Corée du Nord vis-à-vis de ce traité;

(xii) Constatant avec inquiétude les difficultés rencontrées par les Etats-Unis dans la mise en œuvre des dispositions de la Convention sur l'interdiction des armes chimiques (CWC), dues à une lutte politique interne pour le pouvoir opposant le Congrès à l'administration des Etats-Unis;

(xiii) Craignant que l'élargissement du fossé qui sépare les technologies de défense des Etats-Unis et celles de l'Europe influe sur les relations, dans les domaines militaire et politique, entre les Etats-Unis et leurs alliés européens en cas de crise;

(xiv) Craignant aussi que l'augmentation des pressions qu'exerce le Sénat des Etats-Unis sur l'administration pour qu'elle prenne les mesures appropriées pour lutter contre la prolifération des armes de destruction massive dans les Etats parias et au sein des groupes terroristes, contraigne les Etats-Unis à imposer aux pays alliés des sanctions commerciales qui pourraient nuire à la cohésion et à la solidarité atlantiques;

(xv) Soulignant par conséquent qu'il importe de maintenir une étroite coopération transatlantique en matière de contrôles d'exportations, y compris en ce qui concerne les technologies à double usage;

(xvi) Préoccupée par l'absence d'intérêt et l'incompréhension croissantes manifestées par d'importants secteurs de la société américaine et du Congrès vis-à-vis des questions relatives à la sécurité européenne et au système complexe de structures de sécurité européennes;

(xvii) Regrettant donc vivement la rareté des informations fournies par le Conseil dans son dernier rapport annuel sur les activités du Forum transatlantique de l'UEO et notamment sa décision de ne pas inviter l'Assemblée à participer à la Conférence de Washington organisée le 30 juin 1998,

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. De contribuer à l'élaboration, en vue du sommet de l'OTAN d'avril 1999, d'un concept pour la future mission politique de l'Alliance et à la révision du concept stratégique de l'OTAN:

a) en précisant que, pour que l'UEO continue de s'appuyer entièrement sur l'OTAN pour remplir ses obligations intrinsèques de défense conformément à l'article V du Traité de Bruxelles modifié, il faudra que les Etats-Unis poursuivent leur engagement de maintenir des forces terrestres de combat en Europe en nombre suffisant pour être crédibles, et que la défense de l'Europe demeure une fonction essentielle de l'OTAN;

b) en mettant au point des scénarios en vertu desquels des opérations de gestion de crise menées sous la direction des Européens dans le cadre de l'IESD pourraient être plus opportunes que des opérations entreprises par l'ensemble de l'OTAN et où il serait dans l'intérêt des Etats-Unis que les dispositions nécessaires soient prises entre l'OTAN et l'UEO pour permettre à

cette dernière d'agir à la demande de l'OTAN;

c) en présentant un point de vue européen visant à faciliter l'émergence d'un consensus transatlantique sur la manière de légitimer les opérations de gestion de crise menées par l'OTAN ou par l'UEO;

d) en examinant les conséquences de l'évolution éventuelle de l'OTAN en une organisation plus politique et du développement du CPEA, du Conseil de partenariat OTAN-Russie et du PPP renforcé sur:

les perspectives d'avenir de l'IESD et de la PESC;

la nature des relations futures entre l'Alliance et l'OSCE et

le futur élargissement des institutions euro-atlantiques et leurs relations avec la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et les autres pays de la CEI;

2. De soutenir les propositions relatives à un nouveau « rapport Harmel », qui non seulement tiendrait compte des considérations exposées dans le paragraphe 1, mais insisterait également sur la mise en œuvre de la composante IESD du Traité d'Amsterdam;

3. De s'assurer que l'UEO, qui fait partie intégrante du développement de l'Union européenne, sera désormais représentée à toutes les réunions que tiendront l'Union européenne et les Etats-Unis dans le cadre du nouvel ordre du jour transatlantique et du plan d'action Etats-Unis/UE, pour l'examen de toutes les questions liées à la sécurité;

4. De proposer à l'Union européenne que les réunions prévues dans le cadre de l'ordre du jour transatlantique et du plan d'action Etats-Unis/UE soient transformées en un véritable système de coopération politique euro-atlantique offrant une nouvelle dimension au dialogue transatlantique, à partir d'une liste précise de sujets présentant un intérêt de part et d'autre de l'Atlantique;

5. D'informer l'Assemblée sur la décision qu'il a prise le 23 septembre 1997 de réexaminer les activités du Forum transatlantique de l'UEO et sur les suites qu'il y aurait données;

6. D'inviter régulièrement l'Assemblée et le Congrès des États-Unis à prendre part aux conférences organisées par le Forum transatlantique de l'UEO afin d'établir un dialogue suivi avec le gouvernement des États-Unis, les parlementaires américains et les représentants de l'opinion publique

américaine et de veiller à ce que de telles manifestations se déroulent en alternance aux États-Unis et en Europe et que des personnalités éminentes du monde politique européen et américain y participent;

7. De soutenir toutes les mesures qui seront prises dans le cadre approprié pour faciliter la signature par les États-Unis de la Convention sur les mines antipersonnel et la mise en œuvre par ce pays de la Convention sur les armes chimiques.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 632****Le nuove prospettive per la cooperazione transatlantica
in materia di sicurezza e di difesa**

L'ASSEMBLEA,

(i) Ricordando che le sfide che gli Europei e i Nord-Americani si trovano entrambi a dover fronteggiare impongono loro una rivalutazione dei rischi e delle minacce in grado di influire sulla sicurezza transatlantica a breve, medio e lungo termine e la predisposizione di risposte adeguate a tali sfide;

(ii) Sottolineando come sia di estrema importanza, per la sicurezza dell'Europa, che le due parti del partenariato atlantico si mettano d'accordo su una nuova visione comune del loro partenariato in materia di sicurezza per poter accordarsi su di una valutazione congiunta dei rischi e sui concetti di sicurezza comuni fondati su di un'opportuna condivisione delle responsabilità;

(iii) Sottolineando l'importanza del vertice che l'Alleanza Atlantica terrà a Washington nell'aprile 1999 e della sua utilizzazione da parte degli alleati europei per presentare e far ammettere una comune visione europea della definizione, da una parte, della futura politica dell'Alleanza e, dall'altra, del futuro concetto strategico della NATO, i quali dovranno

entrambi portare ad un partenariato più equilibrato fra gli alleati europei e nord-americani senza mettere in discussione l'impegno preso da tutti gli alleati di rispettare i loro obblighi in tema di difesa dell'Europa;

(iv) Sottolineando inoltre la necessità di utilizzare al tempo stesso il vertice che riunirà l'anno prossimo l'Unione europea e gli Stati Uniti e quello dell'OSCE per dare alle relazioni transatlantiche una prospettiva e una dimensione nuova nel quadro della costruzione di un sistema di sicurezza pan europeo;

(v) Notando che gli Stati Uniti e i loro alleati europei continuano ad avere divergenze di opinioni, così come questi ultimi fra di loro, sull'obiettivo e la portata dell'elaborazione di un'identità europea di sicurezza e di difesa (IESD) nell'ambito dell'Alleanza, di cui l'UEO deve costituire un elemento essenziale, nonché sulle conseguenze della PESC per il futuro carattere delle relazioni transatlantiche;

(vi) Ricordando che sarà sempre difficile per l'Europa essere un partner della leadership transatlantica finché non potrà esprimersi con una sola voce nel dialogo con i suoi alleati nord-americani;

(vii) Auspicando vivamente che le difficoltà dovute alla reticenza degli Stati Uniti ad approvare un accordo quadro fra la Nato e l'UEO per il trasferimento, il follow-up e la restituzione dei mezzi della NATO nei casi in cui le operazioni di gestione di crisi debbano essere condotte sotto il controllo politico e la direzione strategica dell'UEO, siano risolte di qui al vertice della NATO, nell'aprile 1999;

(viii) Sottolineando come, a norma del Trattato di Amsterdam, l'UEO, compresa la sua Assemblea, faccia parte integrante dello sviluppo dell'Unione europea e che, a questo titolo, deve essere associata all'attuazione del nuovo ordine del giorno transatlantico e del piano d'azione congiunto UE/Stati Uniti per tutte le questioni di sua competenza;

(ix) rallegrandosi per tutte le proposte che prevedono l'instaurarsi di una vera cooperazione euroamericana in campo politico, fondata su di un elenco preciso di argomenti che presentano un interesse per entrambe le sponde dell'Atlantico e che Europei e Americani devono esaminare;

(x) Deplorando che gli Stati Uniti, la Turchia, la Cina e la Russia non abbiano firmato la convenzione sul divieto dell'impiego, dello stoccaggio, della produzione e del trasferimento delle mine antipersona, approvata a Ottawa il 3 dicembre 1997;

(xi) Deplorando inoltre che forti divergenze politiche fra il Congresso e l'amministrazione degli Stati Uniti abbiano finora impedito a tale paese di ratificare il Trattato d'interdizione completa delle prove nucleari (CTBT) - avvenimento che potrebbe avere fastidiose ripercussioni sul futuro atteggiamento di India, Pakistan e Corea del Nord nei confronti di tale trattato;

(xii) Constatando con preoccupazione le difficoltà incontrate dagli Stati Uniti nell'attuazione delle disposizioni della Convenzione sul divieto delle armi chimiche (CWC), dovute ad una lotta politica interna

per il potere che contrappone il Congresso all'amministrazione degli Stati Uniti;

(xiii) Temendo che l'aumento del divario che separa le tecnologie di difesa degli Stati Uniti e quelle dell'Europa influisca sulle relazioni, in campo militare e politico, fra gli Stati Uniti ed i loro alleati europei in caso di crisi;

(xiv) Temendo inoltre che l'aumento delle pressioni esercitate dal Senato degli Stati Uniti sull'amministrazione affinché essa prenda gli opportuni provvedimenti per contrastare la proliferazione delle armi di distruzione di massa negli Stati paria e in seno ai gruppi terroristici, costringa gli Stati Uniti ad imporre ai paesi alleati sanzioni commerciali che potrebbero nuocere alla coesione e alla solidarietà atlantiche;

(xv) Sottolineando pertanto che è importante mantenere una stretta cooperazione transatlantica in materia di controlli di esportazioni, con riferimento anche alle tecnologie di duplice impiego;

(xvi) Preoccupata dall'assenza d'interesse e dall'incomprensione crescenti manifestate da importanti settori della società americana e del Congresso di fronte a questioni relative alla sicurezza europea ed al complesso sistema di strutture di sicurezza europee;

(xvii) Esprimendo pertanto vivo rincrescimento per la scarsità delle informazioni fornite dal Consiglio nella sua ultima relazione annuale sulle attività del Forum transatlantico dell'UEO ed in particolare per la sua decisione di non invitare l'Assemblea a partecipare alla conferenza di Washington organizzata il 30 giugno 1998,

RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI:

1. Contribuire all'elaborazione, in vista del vertice NATO dell'aprile 1999, di un concetto per la futura missione politica dell'Alleanza ed alla revisione del concetto strategico della NATO che:

a) precisi che, perché l'UEO continui ad appoggiarsi completamente sulla NATO per adempiere ai suoi obblighi intrinseci di difesa in conformità dell'articolo V del Trattato di Bruxelles modificato, sarà necessario che gli Stati Uniti portino avanti il proprio impegno di mantenere forze terrestri di combattimento in Europa in numero sufficiente per essere credibili, e che la difesa dell'Europa rimane una funzione essenziale della NATO;

b) metta a punto scenari in virtù dei quali operazioni di gestione di crisi condotte sotto la direzione degli Europei nell'ambito dell'IESD potrebbero essere più opportune delle operazioni intraprese dall'insieme della NATO e nelle quali sarebbe interesse degli Stati Uniti che fossero prese le necessarie disposizioni fra la NATO e l'UEO per consentire a quest'ultima di agire su richiesta della NATO;

c) presenti un punto di vista europeo volto a facilitare l'emergere di un consenso transatlantico sul modo di legittimare le operazioni di gestione di crisi condotte dalla NATO o dall'UEO;

d) esamini le conseguenze dell'eventuale evoluzione della NATO in un'organizzazione più politica e dello sviluppo del Consiglio Permanente Euroatlantico (EAPC), del Consiglio Permanente Congiunto NATO-Russia e del Partenariato per la pace (PFP) rafforzato su:

le future prospettive dell'IESD e della PESC;

la natura delle future relazioni fra l'Alleanza e l'OSCE;

il futuro allargamento delle istituzioni euroatlantiche e le loro relazioni con la Russia, l'Ucraina, la Bielorussia e gli altri paesi della CSI;

2. Sostenere le proposte relative ad un nuovo « rapporto Harmel », che non soltanto tenga conto delle considerazioni illustrate al paragrafo 1, ma sottolinei altresì

l'attuazione della componente IESD del Trattato di Amsterdam;

3. Assicurarsi che l'UEO, che farà parte integrante dello sviluppo dell'Unione europea, sia ormai rappresentata a tutte le riunioni che terranno l'Unione europea e gli Stati Uniti nell'ambito del nuovo ordine del giorno transatlantico e del piano d'azione Stati Uniti/UE, per l'esame di tutte le questioni legate alla sicurezza;

4. Proporre all'Unione europea che le riunioni previste nell'ambito dell'ordine del giorno transatlantico e del piano d'azione Stati Uniti/UE siano trasformate in un vero sistema di cooperazione politica euroatlantica che offra una nuova dimensione al dialogo transatlantico, a partire da un elenco preciso di argomenti che presentino un interesse per entrambe le sponde dell'Atlantico;

5. Informare l'Assemblea in ordine alla decisione presa dalla stessa il 23 settembre 1997 di riesaminare le attività del Forum transatlantico dell'UEO e ai seguiti che avrebbe ad essi dato;

6. Invitare regolarmente l'Assemblea e il Congresso degli Stati Uniti a prender parte alle conferenze organizzate dal Forum transatlantico dell'UEO onde stabilire un dialogo continuativo con il Governo degli Stati Uniti, i parlamentari americani e i rappresentanti dell'opinione pubblica americana e di vigilare affinché tali manifestazioni si svolgano alternativamente negli Stati Uniti ed in Europa affinché vi partecipino autorevoli personalità del mondo politico europeo e americano;

7. Sostenere tutte le misure che saranno prese nella cornice opportuna per agevolare la firma da parte degli Stati Uniti della Convenzione sulle mine antipersona e sull'attuazione da parte di tale paese della Convenzione sulle armi chimiche.